

## Une sortie de crise possible dans le conflit qui oppose l'Italie à Bruxelles



Article rédigé par *Causeur*, le 01 décembre 2018

Source [Causeur] [Les traders ont arrêté leur marche sur Rome.](#)

Ils campent à présent au bord du Rubicon. Il s'agit donc d'un cas de figure inédit. D'un côté, les traders ont passé un nœud coulant autour du cou de l'Italie mais se refusent pour l'instant à le resserrer : la faillite n'est pas déclarée. D'un autre côté, la commission européenne a déclenché une procédure dite de « déficit excessif » à l'égard du gouvernement de Rome qui implique l'application d'amendes financières si celui-ci continue de désobéir. Résumons : l'Etat italien subit, en tant qu'emprunteur, des conditions de refinancement (à 3,4% sur les emprunts à dix ans), qui constituent un handicap par rapport aux autres grands Etats de la zone euro, tout en s'exposant à des amendes dolosives de l'autorité de tutelle.

Une voix, et des plus autorisées, vient pourtant de s'élever pour dire qu'il fallait sortir de ce blocage et qu'on le pouvait ! David Folkerts-Landau, chef économiste de la Deutsche Bank, la plus grande banque allemande, a signé [une tribune](#) qui est à la fois une analyse objective du problème italien, un chef-d'œuvre d'honnêteté au regard de la propagande de Bruxelles et de ses soutiens médiatiques, et une proposition de sortie de la crise profitable à l'Italie qui permettrait aussi de sauver la face des commissaires européens.

Le chef économiste de la banque allemande met d'emblée les points sur les i. « *Contrairement au préjugé largement répandu, l'Italie a été un Etat frugal. Son excès de dette est un legs du temps où elle n'était pas dans l'eurozone. Depuis lors, elle a réalisé un excédent primaire de son budget –un excédent de recettes sur les dépenses hors charges de la dette. Toutes les autres économies de la zone, à l'exception de l'Allemagne, ont accumulé à l'inverse des déficits primaires* ». Il faut interpréter son propos comme la dénonciation d'une injustice puisque notre partenaire transalpin, élève exemplaire, est incriminé par ses partenaires quelque peu laxistes, à commencer par la France de François Hollande et Emmanuel Macron, de Pierre Moscovici et de Michel Barnier, nos représentants à Bruxelles.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<https://www.causeur.fr/italie-bruxelles-europe-allemande-156642>

01/12/2018 11:00